

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE NON REMARIAGE Concernant l'assuré(e) décédé(e)

Nous vous invitons à nous retourner ce document complété via la **messagerie sécurisée** de votre **espace-personnel.lacipav.fr** en choisissant le thème «Ma réversion» et l'objet «Compléter mon dossier de demande de réversion».

### ► Je soussigné(e)

|                          |                         |
|--------------------------|-------------------------|
| N° de Sécurité sociale : | <input type="text"/>    |
| Nom :                    | .....                   |
| Prénom(s) :              | .....                   |
| Date de naissance :      | <input type="text"/>    |
| Lieu de naissance :      | .....                   |
| Adresse :                | .....<br>.....<br>..... |
| N° de téléphone :        | .....                   |
| E-mail :                 | .....@.....             |

### Cochez la case correspondant à votre situation :

- ☐ Atteste ne pas posséder d'acte de naissance de mon conjoint ou ex conjointe avec mention marginales
- ☐ Atteste que mon conjoint ou ex conjoint ne s'est pas remarié
- ☐ Atteste que mon conjoint ou ex conjoint avait contracté d'autres mariages le :

|                      |                      |                      |
|----------------------|----------------------|----------------------|
| <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> |

### ► J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur cette déclaration.

### ► Je m'engage à reverser, en application de la réglementation en vigueur, le trop-perçu de la pension qui résulterait de l'existence d'un ex-conjoint.

En cochant cette case, vous engagez votre responsabilité tant au regard de la conformité déclarative que des obligations et droits qui en découlent.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données que nous enregistrons à partir de vos réponses. La loi rend passible d'amende et d'emprisonnement, quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 313-1, 313-3, 433-19, 441-1, 441-6 et 441-7 du code pénal). Les données à caractère personnel que la Cipav collecte, de même que celles qui sont recueillies ultérieurement, sont destinées à la Cipav en sa qualité de responsable du traitement. La Cipav veille à ce que seules les personnes habilitées puissent avoir accès à ces données. Les prestataires de services de la Cipav peuvent être destinataires de ces données pour réaliser les prestations que la Cipav leur confie. Certaines données personnelles peuvent être adressées à des tiers ou à des autorités légalement habilitées et ce pour satisfaire les obligations légales de la Cipav, réglementaires ou conventionnelles. Dans les conditions prévues par la réglementation relative à la protection des données, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation et d'effacement des données vous concernant. Vous pouvez exercer vos droits par voie électronique à l'adresse suivante : [dpo@lacipav.fr](mailto:dpo@lacipav.fr) en y joignant la copie de votre carte nationale d'identité.